

Date de dépôt : 31 janvier 2020

Pétition

Non aux 14 recherches d'emploi obligatoires !

Mesdames et
Messieurs les députés,

Aujourd'hui le personnel de service et de cuisine

Demain les magasiniers, les maçons, les comédiens, les spécialistes en marketing ou en relations publiques, etc.

Après-demain l'ensemble des chômeuses et des chômeurs !

- Sous prétexte du taux de chômage important pour certains métiers et de l'obligation d'annonce des postes vacants, la direction de l'OCE veut imposer 14 recherches par mois aux personnes à la recherche d'un emploi dans le service et en cuisine des cafés, restaurants et hôtels.
- Après avoir augmenté le nombre de recherches de 5 à 10 en 2016, cette tracasserie administrative supplémentaire vise à permettre à l'OCE d'augmenter les pénalités pour recherches d'emploi insuffisantes, qui plus est pour des personnes qui touchent de faibles indemnités de chômage et qui peinent particulièrement à trouver du travail. Après 3 pénalités, il y a risque de se voir retirer le droit à l'indemnité de chômage.
- L'obligation d'annonce s'applique aujourd'hui aux professions où le taux de chômage sera supérieur à 5%.
- L'OCE s'en prend aujourd'hui au personnel de service et aux employé-e-s de cuisine. Les prochains sur la liste des obligations d'annonce sont déjà clairement désignés : magasiniers, maçons, bétonneurs, comédien-ne-s, spécialistes en marketing ou en relations publiques, etc.
- L'expérience le démontre : ce type de mesure tendra à s'appliquer à l'ensemble des chômeuses et chômeurs. Le but de la pétition, dans l'intérêt de toutes et tous, est de faire annuler cette décision.

En signant cette pétition, je demande à M. Mauro Poggia, conseiller d'Etat chargé du département de la sécurité, de l'emploi et de la santé (DSES), de faire annuler la directive de l'OCE qui impose aux travailleur-euse-s de l'hôtellerie-restauration de faire un minimum de 14 recherches d'emploi.

N.B. 21 signatures
SIT – Syndicat
interprofessionnel de
travailleuses et travailleurs
16, rue des Chaudronniers
CP 3287
1211 Genève 3